



Maison d'Emmaüs dans le village de Lescaur Pau

Provocations à penser la pauvreté



Avant-propos

En mai 2022, les participant.e.s à un week-end de formation du Cefoc ont été invité.e.s à réfléchir sur la pauvreté. En sous-groupes d'abord, pour partager au départ d'expériences concrètes : qu'est-ce que la pauvreté ? D'où vient-elle ? Quels leviers pour la réduire voire l'éradiquer ? Partant des réflexions des participant.e.s, Paul Ariès, politologue engagé, amène quelques « provocations à penser la pauvreté ».



MOTS-CLÉS

Capitalisme

Inclusion

Pauvreté

Sobriété

Le Cefoc (Centre de formation Cardijn) est une association d'Éducation permanente qui organise chaque année une cinquantaine de groupes de formation en Belgique. Ces groupes rassemblent des personnes issues ou solidaires des milieux populaires. Les différentes formations proposées visent à s'interroger sur le sens de la vie, à réfléchir à comment vivre ensemble de manière citoyenne, en agissant dans le sens d'une société plus démocratique et plus solidaire.

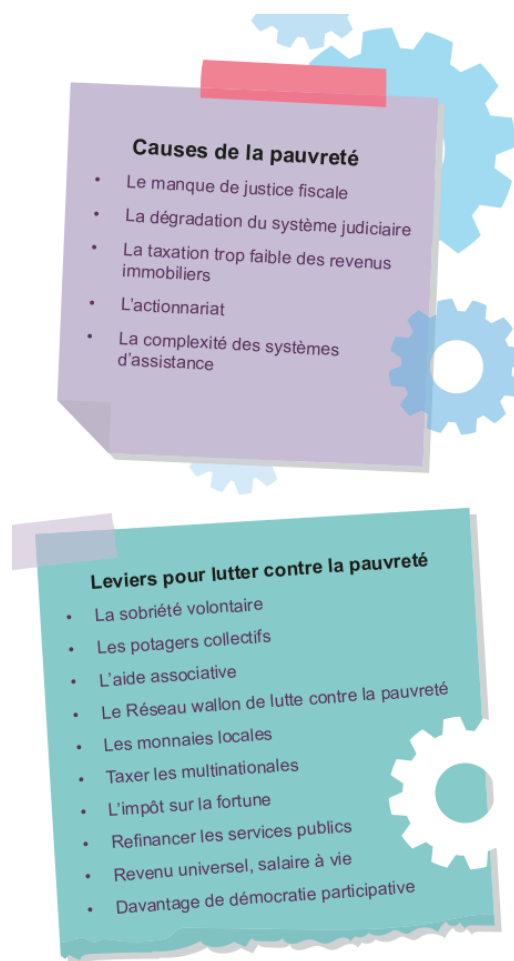
Dans le prolongement de ses activités de formation, le Cefoc publie chaque année de courts textes d'analyse et une étude. Les thématiques abordées trouvent leur source dans les réflexions mises sur la table par les participants aux formations. Les textes sont destinés aux acteurs du monde associatif et à tout citoyen à la recherche d'outils de compréhension de la société susceptibles de favoriser l'émancipation et la mobilisation individuelles et collectives.

La pauvreté, des causes et des leviers multiples

Quand on évoque la pauvreté, ce qui vient à l'esprit immédiatement, c'est le manque d'argent. Mais au-delà des ressources matérielles, elle concerne aussi les ressources psychologiques (santé mentale), sociales (manque de relations, faibles réseaux, sentiment d'inutilité voire d'inexistence sociale...) ou encore symboliques et culturelles (comme le niveau de formation). Pour cerner la pauvreté, il faut tenir compte d'indicateurs économiques (comme les revenus) mais d'autres aspects aussi : au regard de quels « standards » de consommation est-on pauvre ? Qu'est-ce que notre modèle de société pousse voire contraint à acheter pour « être dans » le monde du travail, de l'école, les relations sociales... ? On songe à une voiture, à des objets numériques toujours plus vite obsolètes et toujours plus connectés à l'internet, etc. Les participant.e.s au week-end de formation partagent des difficultés de plus en plus grandes d'accéder à un logement, à des soins de santé de proximité, à des transports en commun, à des guichets de banque, de mutuelle, de poste... L'idée émerge qu'être pauvre, ce serait non seulement manquer d'une série de ressources mais ce serait aussi manquer d'accessibilité à des droits et à des services. Avec un effet cumulatif, bien souvent.

La pauvreté est multifactorielle. Parmi tous ceux évoqués durant les échanges en sous-groupes, l'illustration ci-contre n'évoque que quelques-uns des causes de la pauvreté et des leviers pour l'éradiquer. Ils traversent les niveaux individuel, collectif, institutionnel et idéologique. À la manière de rouages, car tout est relié, il apparaît que le système capitaliste est, en soi, une fabrique de pauvreté. Lutter contre la pauvreté, ce n'est donc pas seulement se préoccuper des revenus. Ce n'est pas non plus se limiter à « mettre des pansements », de-ci de-là, où le système « blesse ». C'est revoir la manière dont la société est organisée ; ses soubassement, les valeurs sur lesquelles elle repose ; ce vers quoi elle tend. C'est donc aussi articuler différents niveaux de lutte : depuis les solidarités proches, locales, associatives, jusqu'aux solidarités plus « longues » qui visent des changements structurels (par l'intermédiaire

d'organisations sociales, d'institutions politiques par exemple)¹.



De la haine de la pauvreté à la haine du pauvre

Si le politologue Paul Ariès² rejoint ces constats, il amène une première

¹ Pour aller plus loin, voir l'étude *Pauvretés. Changer de pansement ou penser le changement ?*, Action Vivre Ensemble, 2022.

² Paul Ariès est politologue, directeur de l'Observatoire International de la Gratuité (OIG), rédacteur en chef de la revue francophone *Les Zindigné.e.s*, animateur du collectif pour la défense de l'élevage paysan et des animaux de ferme. Auteur de nombreux ouvrages sur lesquels s'appuie cette analyse, parmi lesquels : *Gratuité vs capitalisme*, Paris, Larousse, 2018 ; *Écologie et culture populaire*, Paris, Utopia, 2015 ; *Une histoire politique de l'alimentation, du Paléolithique à nos jours*, Max Milo Éditions, 2016 ; *Amoureux du bien vivre : Afrique, Amériques, Asie... que nous apprend l'écologie des pauvres ?*, Golias, 2013 ; *La simplicité volontaire contre le mythe de l'abondance*, Les empêcheurs de penser en rond/La Découverte, 2010.

provocation à penser : s'agit-il de combattre la pauvreté ou les pauvres ? Selon lui, le regard sur les pauvres a peu changé au fil des siècles : les classes populaires ont toujours été considérées comme des classes dangereuses. Ce qui a changé, c'est l'accentuation de l'invisibilité des pauvres dans la société. Elle n'a rien de naturel, elle est construite (par exemple, par une absence des pauvres dans les médias). Quand les pauvres surgissent dans l'espace public, c'est la surprise, comme lors des manifestations des Gilets jaunes. Cette invisibilité concerne aussi les styles de vie, des façons de faire, de penser, de rêver... Or, pour Ariès, les cultures populaires peuvent nous inspirer pour un changement de modèle de société.

Il y a eu un basculement dans la vision de la pauvreté. Autrefois, le « prolétaire », l'ouvrier était celui qui faisait l'histoire, qui luttait contre des dominations qui expliquaient sa condition. Désormais, il est disqualifié : c'est la figure du « beauf » de Cabu, ignorant, fainéant, incapable de se prendre en charge. On serait passés de la haine de la pauvreté à la haine du pauvre. Et pour les pauvres, cela devient donc la haine de soi. William T. Vollmann en atteste : il a voyagé aux quatre coins du monde à la rencontre de gens dans la pauvreté en leur posant la question, qui sert de titre à l'ouvrage : « Pourquoi êtes-vous pauvres ? ». La réponse est, à plus de 90 %, « à cause de moi ». Il y a quelques décennies, la réponse était plutôt : « à cause des riches/ du capitalisme ». Ce glissement est une victoire du néolibéralisme. La pauvreté est devenue un problème d'exclusion du marché. Avec une telle approche, la réponse à la pauvreté est « d'éduquer », de former les pauvres, de les inclure dans la société par le marché du travail, quitte à renforcer les contrôles, la répression, à conditionner les aides sociales aux efforts pour s'inclure. Dans cette optique, il s'agit en fait d'une lutte contre la « pauvreté absolue ». Ce qui tend à disparaître, c'est une vision qui soit de gauche : la pauvreté comme *rapport* social. Penser « *si je suis pauvre, c'est à cause des riches* », c'est penser que son propre appauvrissement est dû à l'enrichissement des autres ! Ce qui ramène à la question fondamentale : celle de la réduction des inégalités. Pour Ariès, il s'agit donc plutôt de mener une lutte contre la « pauvreté relative » : un groupe est pauvre en relation à un autre groupe, par un système

qui contribue à appauvrir les (nombreux) uns et à enrichir les (quelques) autres.

La pauvreté comme une richesse

Pour Ariès, l'approche de gauche (« si je suis pauvre, c'est à cause d'autres ») est préférable à celle de droite (« si je suis pauvre, c'est de ma faute »). Mais reste que, selon lui, elle ne fait qu'une partie du chemin et reste prisonnière de la vision du « bon pauvre » et du « mauvais pauvre » : d'un côté, le prolétaire, le travailleur précaire ; de l'autre, le quart monde, les déclassés, voyous, mendiants, voleurs... Ce que les marxistes nomment « *lumpenproletariat* » ou « prolétariat en haillons ». Pour Ariès, il faut sortir de ce paradigme qui conduit à penser qu'il n'y a rien de bon à attendre des plus pauvres ; qu'il faut les « éduquer », notamment en matière d'écologie et qu'il y a à les « insérer » dans la société. Ne faut-il pas se méfier de ce discours dominant de « société inclusive » ? Plutôt que de chercher à conformer les pauvres à certains modes de vie, ne faudrait-il pas se laisser inspirer par les cultures populaires et apprendre d'elles, pour un urgent changement de cap ? Des membres d'Emmaüs-Lescar Pau rappellent qu'il ne s'agit pas, pour eux, de s'insérer dans la société telle qu'elle fonctionne. Non seulement parce qu'à de nombreux égards, ça leur semble impossible. Mais aussi et surtout parce que ça ne leur semble pas souhaitable ! La communauté a d'ailleurs pour slogan : « *Soyons réalistes, construisons l'utopie !* ». C'est ainsi que ces « appauvris » ont décidé de développer, au sein d'un village, des alternatives économiques, sociales et écologiques. Une ferme, une épicerie, des logements à l'architecture délirante, une recyclerie... Depuis trente ans, cet îlot autogéré contribue à une autre société. Si les plus riches détruisent la planète, les plus pauvres ne seraient-ils pas une chance de la sauver ? Sans idéalisme, des études montrent en effet que les « gens du commun » entretiennent d'autres rapports à la nature, au travail, à la consommation, à la propriété mais aussi au temps, à la maladie, au vieillissement et à la mort...

La société de consommation n'est pas « juste » une société où l'on consomme plus que dans d'autres. C'est aussi la fabrique de valeurs et la casse des autres façons de vivre, des cultures populaires,

rurales. L'hégémonie capitaliste est donc aussi une hégémonie culturelle. Avant l'avènement de la société de consommation, il y avait d'autres manières d'être, de penser... Ariès évoque l'exemple de ses grands-parents qui, bien qu'ils vivaient l'époque des Trente glorieuses, « *continuaient à tourner sept fois leur portefeuille dans leur poche* », non pas parce qu'ils manquaient d'argent ou étaient avares mais parce qu'ils étaient « économes » : ils portaient d'autres valeurs, une autre morale qui s'incarnait au quotidien, sans que ce ne soit associé à de la privation, à de la souffrance. On pense ici à la phrase célèbre de Jacques Séguéla : « *Si à cinquante ans on n'a pas une Rolex, c'est qu'on a raté sa vie* »... Concevait-il que ne pas avoir une montre de marque n'était pas dû à un manque d'argent mais plutôt à un manque de désir ?

Deux autres auteurs peuvent aider à décaler le regard sur les cultures populaires : Albert Tévoédjrè, économiste béninois et Majid Rahnema, économiste iranien. Ces deux auteurs mettent en évidence que la pauvreté est une richesse pour l'avenir des peuples, en termes d'humanisation. Ils insistent sur le fait que le système capitaliste amène à confondre misère et pauvreté : la misère, c'est le manque de minimum vital et ses aspects intolérables. La pauvreté est plutôt à comprendre dans le sens de frugalité, sobriété, vie simple. En ce sens, être pauvre dans une société d'abondance et de consumérisme n'est pas la même chose qu'être pauvre dans une société où l'on manque de tout pour vivre dignement.

Combattre la pauvreté ou combattre les pauvres ?

Bronislaw Geremek, historien polonais, a analysé différentes réactions de la société européenne, durant plusieurs siècles, face aux mendiants et vagabonds. Il constate un invariant : de tout temps, une distinction a été opérée entre les « bons » et les « mauvais » pauvres ; entre les « méritants » et ceux qu'il faudrait sanctionner. Pour Ariès, les « bons pauvres » seraient aujourd'hui ceux qui acceptent des conditions de travail précaires. Les « mauvais pauvres » seraient désormais les migrants, les sans-emploi, ceux qui « vivent de l'assistance ».

Pour le sociologue Georg Simmel, les pauvres ne constituent jamais la finalité des politiques de lutte contre la pauvreté. Celles-ci viseraient avant tout à réduire les manifestations des inégalités et injustices les plus flagrantes... afin que la structure sociale puisse continuer à se reproduire. La lutte contre la pauvreté serait un prétexte pour légitimer d'autres politiques : en démantelant la protection sociale, en faisant reculer l'État-providence, etc. Par exemple, au prétexte de préserver la sécurité sociale, l'accès à certains droits est devenu conditionné : un « bon pauvre » doit faire la preuve qu'il se forme, qu'il cherche activement un job, quel qu'il soit. Il méritera alors un revenu minimum pour vivre. C'est ainsi que les exploités sont mis en concurrence entre eux et que l'attention se déplace vers des contradictions secondaires : travailleurs précaires autochtones contre travailleurs immigrés, chômeurs contre réfugiés, jeunes contre vieux... Pendant ce temps, les rapports d'inégalités entre riches et pauvres demeurent inchangés. La lutte oppose davantage ceux et celles « d'en bas » entre eux et non plus « ceux d'en bas » contre « ceux d'en haut ». La pauvreté se trouverait donc instrumentalisée pour continuer à servir les mêmes structures sociales³.

Ce n'est pas sans évoquer l'idée « d'armée de réserve » du capitalisme, selon une formule attribuée à Karl Marx : « *La grande industrie nécessite en permanence une armée de réserve de chômeurs pour les périodes de surproduction.* » (*Travail salarié et Capital*, 1847). Pour Marx, la bourgeoisie parvient à diviser le prolétariat

³Dans le même sens, dans son ouvrage « *Du bon usage des pauvres* », Philippe Sassiez montre que la lutte contre la pauvreté, à travers des siècles, a été menée au profit des puissants et non des pauvres. Les pauvres ont été montrés du doigt comme des criminels, des « désordonnés » au 16^e siècle, à l'époque où le désordre sévissait au cœur de l'État. Au 18^e siècle, les pauvres ont été vus comme une majorité « utile », au moment où les paysans mourraient de faim et où la bourgeoisie cherchait à faire reconnaître son utilité sociale. Puis, les pauvres sont devenus des « immoraux » quand, avec l'avènement de la société industrielle, l'humanité s'est engouffrée dans le productivisme et s'est posé des questions sur son avenir moral. Enfin, les pauvres sont qualifiés « d'exclus » à l'heure où la société souffre d'individualisme, de déliance, d'une absence de projet commun.

- et donc à briser la lutte des classes - en instrumentalisant le « sous-prolétariat » ; sans en avoir conscience, celui-ci se voit transformé en « soldat » du capital. La paupérisation serait une condition nécessaire pour la productivité : il faut qu'il y ait des pauvres pour qu'il y ait des riches.

Appréhender autrement la pauvreté

Pour Ariès, les « pauvres », entendus comme les « gens de peu »⁴ mais aussi comme les 99% face au 1% – ceux qu'il préfère nommer les « gens du commun », car leur première richesse ce sont les biens communs, les services publics – détruisent beaucoup moins la planète que les riches. On l'a dit : non pas d'abord parce qu'ils « manquent », au sens économique du terme, mais parce qu'ils sont porteurs d'autres modes de vie, d'autres rapports au travail, à l'argent, à la consommation, à l'espace, à la nature, au temps, à la maladie, au vieillissement, à la mort, donc à la vie... Pour Ariès, c'est bien de cette richesse des classes populaires qu'il faudrait partir pour penser, avec elles, à partir d'elles, ce que devrait être une nouvelle conception de la « vie bonne ».

La conception populaire de la vie bonne croise d'ailleurs les travaux du courant de l'économie du bonheur. Il est fondé sur un constat établi en 1974 et connu sous le nom de « paradoxe d'Easterlin » : au-dessus de 15 000 dollars par an et par habitant, l'argent n'apporte plus qu'un modeste supplément de bonheur. La montée de l'individualisme, l'érosion de la confiance dans les autres, la tolérance aux comportements malhonnêtes diminuent le bonheur déclaré. Le fait de se comparer avec des modèles inaccessibles (comme ceux des plus riches ou ceux qu'impose la publicité) à la place de ceux des gens plus proches (famille, voisins, collègues) ont également un effet négatif sur le bonheur ressenti.

À distance de ce que le capitalisme fait miroiter comme modèle du bonheur, de nouveaux mots fleurissent un peu partout à travers le monde pour dire les nouveaux chemins de l'émancipation : on parle de *Buen vivir* (« bien-vivre ») en Amérique du Sud et centrale ; de « plus-vivre » dans la philosophie négro-africaine de l'existence ;

⁴ *Les gens de peu*, Pierre Sansot, Paris, PUF, 2002.

de « vie pleine » en Asie... autant de façons de dire que la solution à la pauvreté et aux crises systémiques n'est pas du côté du « toujours plus » mais d'un autre partage du « gâteau »... avec une autre recette !⁵

Pour aller dans cette direction, beaucoup de nouvelles idées proviennent aujourd'hui des pays les plus pauvres économiquement. Par exemple, « l'anti-extractivisme », c'est-à-dire le refus du régime de la monoculture agricole industrielle ou le « pachamamisme » (la défense de la Terre-mère). Ces concepts mettent en avant une inversion de valeurs : plutôt que de soumettre le vivant aux lois de l'économie (comme le fait actuellement le système capitaliste), il faudrait soumettre l'économie aux lois du vivant. C'est aussi ce que proposent l'agro-écologie, la permaculture ou encore des projets d'économie circulaire (par exemple quand les déchets d'une industrie deviennent les ressources d'une autre), etc. Autant d'initiatives qui cherchent à réconcilier le social, l'écologie et la démocratie dans le cadre d'une écologie populaire⁶. Car n'est-ce pas « *seulement à cause de ceux qui sont sans espoir que l'espoir nous est donné* »⁷ ?



Vanessa Della Piana
Formatrice permanente au Cefoc

⁵ Cette idée repose sur un fondement économique : la planète est déjà bien assez riche pour permettre à sept, huit milliards d'humains de vivre bien. L'ONU ne cesse de rappeler qu'il suffirait de mobiliser 30 milliards de dollars par an, pendant 25 ans, pour régler le problème de la faim dans le monde (qui concerne un humain sur sept !). Si on mobilisait, pendant 25 ans, 70 milliards de dollars, on réglerait le problème de la grande pauvreté. Alors que le seul gaspillage alimentaire nord-américain atteint 100 milliards de dollars par an...

⁶ Pontien KABONGO (Sous la coord.), *Il est où le bonheur*, Préface de Paul Ariès, Namur, Cefoc, 2019, p.6.

⁷ Expression de Walter Benjamin reprise à son compte par Herbert MARCUSE dans *L'homme unidimensionnel, Essai sur l'idéologie de la société industrielle avancée*, Paris, Éditions de Minuit, 1968, p.281.

Pour aller plus loin

P. ARIÈS, *Gratuité vs capitalisme*, Paris, Larousse, 2018.

P. ARIÈS, *Écologie et culture populaire*, Paris, Utopia, 2015.

Pauvretés. Changer de pansement ou penser le changement ?, Action Vivre Ensemble, 2022.

Accessible en ligne : <https://vivre-ensemble.be/etude-pauvretes>.

P. KABONGO, *Il est où le bonheur*, Namur, Cefoc, 2019.

